

Bruxelles, le 6 mars 2003

**L'UNICE PRESENTE 15 RAPPORTS NATIONAUX
SUR LA STRATEGIE DE LISBONNE*****"LE TEMPS PRESSE, A L'OUVRAGE !"***

Pour la première fois, dans une série plus que complète, des rapports ont été dressés par quinze organisations nationales d'entreprises, membres de l'UNICE, évaluant la stratégie de Lisbonne dans chacun des États membres de l'UE. Même exercice pour la Norvège et la Turquie. Ces rapports nationaux donnent des exemples concrets des réformes à réaliser dans chaque pays. Ils complètent ainsi le rapport de l'UNICE 2003 sur la stratégie de Lisbonne, "Le temps presse, à l'ouvrage !", qui s'attache aux lacunes identifiées dans les domaines de l'esprit d'entreprise, de l'innovation, du marché unique, des ressources humaines et du développement durable.

Le sommet de l'UE du printemps, le 21 mars prochain, doit avoir un débat approfondi sur les moyens d'encourager la mise en œuvre au niveau national. Il faut malheureusement faire le constat qu'une évaluation négative du programme décidé à Lisbonne en 2000 continue à prévaloir. Or, la stratégie de Lisbonne doit être respectée : c'est la clef de la croissance économique et de la prospérité dans l'UE. Les États membres doivent intensifier leurs efforts pour mettre en œuvre, rapidement et efficacement, les mesures législatives arrêtées au niveau de l'UE.

Les priorités suivantes se dégagent des rapports nationaux :

- ouverture des marchés dans les États membres;
- accès au financement, surtout pour les petites et moyennes entreprises;
- allègement de la pression fiscale sur les entreprises;
- stimulation de l'innovation pour améliorer la compétitivité;
- amélioration du marché du travail pour lutter contre le chômage;
- modernisation de la protection sociale, compte tenu des changements de l'économie;
- adaptation de l'éducation et de la formation pour renforcer les compétences et la capacité d'insertion professionnelle;
- suppression des réglementations inutiles, pour réduire la charge pesant sur les entreprises;
- conciliation du développement durable et de la compétitivité.

Sur le plan politique, il est crucial de rétablir la confiance des acteurs sur le marché, y compris des consommateurs, des producteurs et des investisseurs. Le signal doit être émis sous la forme d'un engagement sérieux des États membres à vraiment concrétiser la stratégie de Lisbonne. Les décideurs politiques doivent montrer clairement qu'ils ont la volonté de mener des réformes saines – surtout sur le marché du travail – parce que les règles actuelles ne sont pas adaptées au dynamisme des conditions économiques d'aujourd'hui. L'influence serait positive sur les perspectives d'emploi, et donc sur la confiance des consommateurs.

"La mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne dans les États membres", insiste Philippe de Buck, Secrétaire général de l'UNICE, "n'aura de succès qu'à la condition d'être vue comme la solution à la stagnation économique dont souffre l'Europe. Les gouvernements doivent être conscients que la stratégie de Lisbonne est l'unique voie qui conduise à une Europe meilleure et prospère."

Note à l'éditeur

L'UNICE est le porte-parole officiel de plus de 16 millions de petites, moyennes et grandes entreprises en Europe, qui emploient plus de 106 millions de personnes. Présente sur la scène européenne depuis 1958, l'UNICE compte aujourd'hui 35 membres, fédérations nationales de l'industrie et des employeurs de 28 pays, dont la mission première est l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe.